

Budget 2026 : Les hôpitaux publics victimes des choix budgétaires de l'État



« Encore un coup de l'État ! » Pour réduire le déficit de la Sécurité sociale de 23 à 17,5 milliards d'euros visés en 2026, l'État supprime 7 milliards à la santé. Et c'est peu défendable !

Après le rapport IGAS (Inspection générale des affaires sociales) du 18 février qui alerte sur la « gravité inédite » des finances hospitalières, les urgences françaises sont sous tension maximale. Début janvier 2026, les hôpitaux ont dû gérer une hausse de 30 à 50% des appels au SAMU, à cause de la grippe hivernale et d'une grève des médecins libéraux, provoquant un engorgement inédit d'après Samu urgences de France (SUDF).

Mais si les hôpitaux craquent aujourd'hui, ce n'est pas seulement à cause d'un hiver difficile. On voit que derrière ces difficultés se cachent des choix budgétaires contestables. Le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2026 (PLFSS) impose 7 milliards d'économies sur la santé, dont 1,1 milliard en moins direct pour les hôpitaux. En d'autres termes, cette part représente l'équivalent de 20 000 postes d'infirmiers.

De plus, on remarque que les finances des hôpitaux sont déjà à bout de souffle. Déficit record de 2,7 à 2,9 milliards en 2024, creusé par un manque de financement de l'État de 1,7 milliard non compensé sur les salaires Ségur d'après les rapports récents de l'IGAS. Par ailleurs, l'AP-HP prévoit encore 285 millions de déficit en 2026, malgré des reports d'investissements.

Un exemple concret : à l'hôpital de Chartres, les urgences tournent au ralenti depuis février. Dans leur préavis, les représentants du personnel dénoncent « un manque persistant d'effectifs paramédicaux ». Ils évoquent également une « dégradation continue de la santé » des professionnels : stress aigu, risques psychosociaux, accidents de travail et épuisements physiques. Selon l'intersyndicale, un devis a été déposé afin de dénoncer des conditions de travail jugées dangereuses pour les professionnels comme pour les patients. Peut-on demander aux hôpitaux de faire toujours plus avec toujours moins ? Cela est difficile car les hôpitaux ne sont pas des entreprises !

Avec le vieillissement de la population, l'inflation et les crises sanitaires, les besoins explosent. Résultat : grèves à l'AP-HP, à Chartres, soignants épuisés dont 60% des médecins sous pression, services fermés. Peut-on continuer d'ignorer ces alertes ?

C'est préoccupant ! Comment soigner un AVC en 4 minutes si les scanners tombent en panne faute d'entretien ? Comment accueillir une maman en travail si les sages-femmes démissionnent ? Comment gérer un pic de grippe sans lits ni infirmiers ? Couper dans la santé pour « sauver » la Sécurité sociale, c'est transférer le poids de ces choix sur les patients et les soignants.

Fermer des lits pour équilibrer un tableau de bord met les patients dans des situations d'attente et de tension. L'hôpital public n'est pas une variable d'ajustement, et poursuivre dans cette logique revient à privilégier les finances au détriment des vies. Cette logique reste difficilement justifiable, voire insensée.

Pour Libération

Manuela DELANNAY